



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 30/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KNAUF INDUSTRIES**

45 rue de Paradis  
75010 Paris

Références : 2025-0526  
Code AIOT : 0010003836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INDUSTRIES
- 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003836
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF INDUSTRIE EST est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits

industriels en polystyrène expansé à destination du secteur du BTP et industriel sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne.

Les activités relèvent principalement des rubriques suivantes : • transformation de matières plastiques à raison de 28t/jour de matière traitée (rubrique 2661 / régime de l'Enregistrement) • stockage de polymères expansés à raison de 19 109 m3 (rubrique 2663 / régime de l'Enregistrement) • installations de refroidissement (rubrique 2921 / régime de l'Enregistrement) Les installations sont par ailleurs soumises à déclaration au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères expansés) et 2910 (installations de combustion).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone ATEX	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
5	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Réductions imposables à l'exploitant – sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Etude technico-économique sécheresse	AP Complémentaire du 12/06/2024, article 4	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Protection des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	surveillance des rejets atmosphériques – COV	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Réductions d'eau de l'exploitant-sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Bâtiment I4 - stockage PSE	AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Zone ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/07/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation visées au point 2. 3. 3 et susceptibles d'être à l'origine d'une

explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

**Constats :**

Constat de la visite du 25/07/2024 :

Des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX n'ont pas toutes été levées.

Il restait :

- 3 concernant le brûleur de la chaufferie : l'exploitant indique que la levée de ces non-conformités nécessite des travaux importants sur le brûleur qui n'ont pas été mis en œuvre car il envisage de changer le brûleur pour passer à un brûleur GNL. Ces travaux sont planifiés à horizon 2026.

- 6 non-conformités qui n'avaient pas été levées :

\* N°14 et 15 : le moteur a été retiré, l'aspiration se fait maintenant depuis la zone broyeur du bâtiments B : ok levé

\* N°16 : justificatifs de mise en œuvre des actions transmis

\* N°17 : changement des équipements en cours (8/24) car les travaux nécessitent l'arrêt total des installations, ce qui sera fait lors de l'arrêt maintenance de août 2025

\* N°26/27 : équipements retirés par suite du nouveau zonage.

**Des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX, notamment celles relatives au brûleur de la chaufferie, n'ont pas toutes été levées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Confinement des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

#### Prescription contrôlée :

Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup>. Les travaux nécessaires à la réalisation de ce bassin sont réalisés au plus tard le 30/06/2024.

#### Constats :

##### Constat de la visite du 25/07/2024 :

L'établissement ne dispose pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup>.

Ce point fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure n°41-2024-09-24-00001 du 24 septembre 2024 - délai 6 mois

L'exploitant a présenté une étude (rapport du 7 mai 2025) qu'il a fait réaliser par l'entreprise Kali'eau pour le dimensionnement de solutions pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant n'a pas poursuivi les travaux suite à cette étude car les solutions proposées ne lui ont pas paru pertinentes. Un nouveau bureau d'étude a été mandaté (bon de commande transmis) pour dimensionner une solution qui consiste en l'agrandissement du bassin tampon actuel, à transformer en bassin de confinement. L'exploitant indique qu'il attend un retour de son prestataire pour septembre 2025. Il s'engage à mettre en investissement les travaux pour la réalisation du bassin de confinement pour l'année 2026 (engagement transmis par courrier du 21/07/2025 signé du Directeur Général de la société KNAUF Industries France) à la préfecture et la DREAL).

**Le constat est reconduit l'établissement ne dispose pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup> et l'arrêté de mise en demeure ne peut être levé.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 3 : Risque foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application d l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

**Constats :**Constat de la visite du 25/07/2024 :

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de justifier que les actions permettant de lever les observations de l'étude technique foudre du 19/04/2023 ont été mises en oeuvre.

Les travaux prévus par le rapport technique de l'APAVE ont été traités par une entreprise extérieure. Les justificatifs de la réalisation de ces travaux ont été présentés à l'inspection. Les mises à la terre ont également été traitées et vues lors de la visite du site.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Protection des bâtiments**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection des bâtiments

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

**Constats :**Constat de la visite du 25/07/2024 :

L'exploitant justifiera que les travaux de rebouchage de l'emplacement des portes coupe-feu entre l'atelier principal et la chaufferie assurent bien un degré coupe feu 2h.

Un organisme de contrôle est venu vérifier que le rebouchage du mur a été réalisé conformément aux prescriptions assurant le degrés CF2h (REI120).

Un diagnostic sécurité a été réalisé par l'APAVE le 08/10/2024 afin de permettre d'attester du degré coupe-feu du mur à la suite de son rebouchage.

**Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

Température : < 30° C

PH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique).

Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants :

Volume maximal sur 24h : 100 m<sup>3</sup>

Débit maximal instantané : 4 m<sup>3</sup>/h

+ TABLEAU AP

**Constats :**Constat de la visite du 25/07/2024 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux.

Les valeurs limites en volume maximal journalier et débit instantané de rejet ne sont pas respectées.



Une mesure de débit a été réalisée par le LDA (Laboratoire départemental d'analyse) sur la journée du 24/07/2024. Le débit varie entre 2.4 m3/h et 4.7m3/h ; il dépasse donc ponctuellement le débit instantané de 4m3/h.

Le 22/04/2025, des analyses ont été réalisées au point de rejet par le LDA. Les concentrations sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) en concentration. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux.

A cette même date, une mesure de débit de rejet a été réalisée. Celui-ci est supérieur à 4 m3/h en débit instantané et était de 131.7 m3 sur 24h, soit au-dessus du débit maximum sur 24h autorisé.

L'exploitant indique que dans le cadre des travaux du bassin de confinement, par lequel transiteront les rejets, il envisage d'aménager un canal de comptage pour pouvoir mesurer les débits de sortie. L'inspection a également indiqué à l'exploitant qu'il pourrait installer un limiteur de débit pour s'assurer de respecter les débits de rejets autorisés.

**Le constat de la visite du 25/07/2024 est renouvelé. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux. Les valeurs limites en volume maximal journalier et débit instantané de rejet ne sont pas respectées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : Suivi des prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des prélèvements

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan est consigné dans un registre prévu à cet effet et fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur le registre sus-cité qui peut éventuellement être informatisé.

**Constats :**Constat de la visite du 25/07/2024 :

Le relevé des volumes prélevés n'est toujours pas effectué de façon journalière, mais seulement à périodicité mensuelle.

Un relevé journalier des consommations d'eau est effectué par le responsable maintenance lors de sa routine quotidienne. Le registre des relevés a été consulté lors de la visite d'inspection.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : surveillance des rejets atmosphériques – COV**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment les concentrations des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :  
Bâtiment C1 - COV : 150 mg/Nm<sup>3</sup>

**Constats :**Constat de la visite du 25/07/2024 :

L'exploitant présente un dépassement de la VLE en COV au niveau du bâtiment C1 en 2023.

L'exploitant a fait réaliser des mesures de COV dont le rapport Kali'air, pour une intervention du 12/03/2025 a été présenté :

- Mesures COV grille de ventilation côté bassin : moyenne 145 mg/Nm<sup>3</sup> (3 essais)
- Mesures COV grille de ventilation côté usine : moyenne 56.8 mg/Nm<sup>3</sup> (3 essais)

Ces résultats sont conformes à la VLE.

L'exploitant indique qu'il intègre dans son programme de surveillance une mesure de ces 2 points de rejets 2 fois par an. Un prochain prélèvement est prévu en septembre 2025. Ces mesures seront renouvelées chaque année.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Réductions imposables à l'exploitant – sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 25/07/2024 : Au regard des modifications de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'inspection invite l'exploitant à recalculer son volume de référence.</p> <p>L'exploitant a transmis les calculs de volume de référence pour 2022 et 2023 <b>mais n'a pas été en mesure de les présenter pour l'année 2024.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Réductions d'eau de l'exploitant– sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

Constat de la visite du 25/07/2024 : L'exploitant n'a pas appliqué une réduction de 5% de ses prélèvements lorsque le bassin du Beuvron avait franchi le seuil d'alerte en 2023.

Réponse exploitant : Après analyse des données, est transmis le calcul des consommations sur la période estivale 2023. Nous pensons judicieux de ne pas prendre en compte les valeurs absolues de consommation mais plutôt le ratio m3 par tonnes de PSE produites. La consommation d'eau étant liée à notre production.

L'exploitant indique pouvoir justifier d'une baisse de 8,46% de consommation d'eau entre 2022/2023 sur la période estivale. Ces éléments permettent de justifier la réduction de prélèvements en 2023. **Néanmoins, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce**

mode de calcul ne pourra pas être retenu lors d'épisodes de sécheresse futurs. L'arrêté ministériel du 30/06/2023 précise bien que les réductions mentionnées au I de l'article 2 sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de déclarer hebdomadairement ses prélèvements en eau dès le franchissement du niveau de gravité alerte renforcée. Les règles d'application de l'AM sont indiquées dans la mise à jour de la note d'application du 13 août 2024. Cette déclaration hebdomadaire est dorénavant à faire sur le site GIDAF pendant toute la durée de l'épisode de sécheresse ayant atteint un niveau de gravité « alerte renforcée » ou « crise ».

**L'inspection invite l'exploitant à procéder à la déclaration des points de prélèvement et de rejet de son établissement dans l'outil GIDAF, avant même la période de sécheresse.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Bâtiment I4 - stockage PSE**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en trois îlots de 600 m<sup>3</sup> maximum chacun, conformément au plan figurant en annexe. Il abrite un volume maximum total de 1328 m<sup>3</sup> de produits PSE. L'organisation du stockage est la suivante :

- gerbage sur palettes sur 2 niveaux maximum
- organisation des stockages au sol :
  - 2/3 de la surface occupée par le stockage à proprement parler, soit 361 m<sup>2</sup> environ, le résiduel constitué par les zones de circulation
  - sur la base de la surface dédiée au stockage : 361 m<sup>2</sup> et du gerbage des palettes sur 2 niveaux maximum, la capacité maximum de stockage en palettes dans le bâtiment est évaluée à 177 palettes au sol compte tenu de l'espacement nécessaire entre palettes.
- La capacité de stockage totale au sein du bâtiment est donc de 354 palettes compte tenu du gerbage sur 2 niveaux.

Des passages libres, d'au moins 4 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement entre les îlots, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

<p>La hauteur des stockages n'excède pas 5 mètres.</p> <p>Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.</p> <p>Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024 :</u></p> <p>Lors de la visite du site il a été constaté les écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance du marquage entre l'îlot 1 et l'îlot 3 est inférieure à 4 m</li> <li>- la distance minimale d'1 m entre le bardage et le stockage n'est pas respectée entre les murs et - certaines palettes dans chacun des îlots (celles-ci dépassant le marquage au sol)</li> <li>- la hauteur de certaines palettes de l'îlot 1 dépasse la hauteur maximale de 5 m</li> </ul> <p>L'exploitant indique qu'une consigne concernant les règles de stockages a été rédigée et mise en place dans le bâtiment de stockage I4. Sa présence a été constatée lors de la visite d'inspection.</p> <p><b>Lors de la visite du site il n'a pas été constaté d'écart aux règles de stockage du bâtiment I4.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Etude technico-économique sécheresse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le diagnostic, défini à l'article 2, précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu, est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.</p> <p>L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il a travaillé en interne sur les prélèvements d'eau et mesures qui pourraient être mise en oeuvre pour limiter le prélèvement en période de sécheresse mais ces éléments n'ont pas été formalisés.</p> <p><b>Le diagnostic précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu et l'analyse technico-économique des opérations décrites n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur.  Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été vérifiées par APAVE le 01/04/2025. Le certificat Q18 établi consécutivement et consulté le jour de l'inspection conclut à l'existence d'un risque d'incendie et d'explosion pour 2 non-conformités. L'exploitant a justifié des mesures prises pour lever ces 2 non-conformités. Par ailleurs les écarts relevés lors du contrôle électrique sont retranscrits dans un fichier de suivi PA sécurité afin de suivre les actions correctives correspondantes mises en oeuvre.  Le rapport Q19 réalisé par APAVE le 17/02/2025 relève une anomalie de priorité 2. L'exploitant indique avoir mis en oeuvre les actions nécessaires pour lever cet écart (justificatifs consultés dans le fichier de suivi).  <b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite